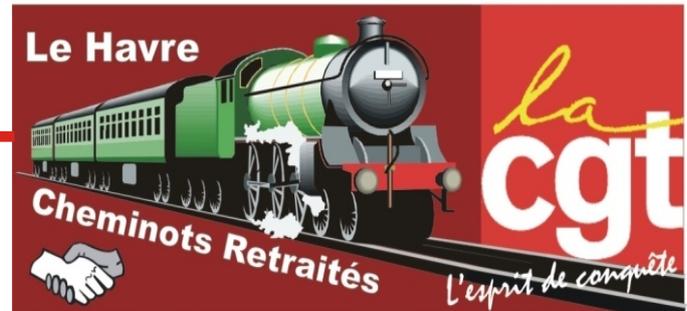


**Donner l'espoir
d'une meilleure vie**



**Cet homme ne nous veut
que du mal !!**

**CHEMINOTS !!
La réforme se fera
sans douleur !!**





Convergence Nationale Rail

Convergence Nationale Rail fédère les Collectifs, Associations, Comités de Défense, organisations syndicales, Citoyens... qui luttent sur tout le territoire national pour un Service Public Ferroviaire de Qualité



« Oui-Oui » n'aime pas le train !

« La » SNCF est décidément en train de devenir tout sauf une entreprise de transport ferroviaire et encore moins un Service public ferroviaire.

Une première démonstration en a été faite avec le transport de marchandises. Profitant de l'ouverture à la concurrence de 2006, **la SNCF a largement contribué à faire chuter la part modale du transport ferroviaire** de 15 % à 8 % ... ce qui lui a permis devenir le premier transporteur... routier ! (Géodis SNCF). Madame Royal, Monsieur Hollande, arrêtez de culpabiliser les citoyens à la moindre occasion, arrêtez votre cinéma autour de la COP21, dessillez vos yeux obturés depuis des décennies par l'ambition politicienne et prenez les bonnes décisions : **commencez par faire appliquer les accords de Grenelle** sur l'environnement et portez la part modale du ferroviaire –public –à 25 % d'ici 2022, comme prévu!

Du côté des voyageurs ? « **Oui-Oui** » Pepy a déjà déployé, avec la complicité des gouvernements successifs –ou sous leur impulsion –les moyens pour dissuader les citoyens de prendre le train : voies non entretenues, matériels désuets, tarifs prohibitifs, déshumanisation des gares... improbables pseudo TGV « **Ouigo** » pour de trop probables conditions de transport détestables ... pour les « pauvres » que nous sommes, nous les citoyens ordinaires de ce pays.

Cela ne suffisait pas... à l'appel des lobbies routiers et surtout pétroliers qui font la pluie et le mauvais temps de nos civilisations, relayés par le héraut Macron, « **Oui-Oui** » va plus loin avec « **Ouicar** » (covoiturage) et « **Ouibus** » (cars longues distances... longs trajets!)

Ouibus succède à « ID-Bus », déficitaire de 40 M € par an... et le gouvernement laisse faire ! Lui qui, avec le secours de la Cour des Comptes, s'offusque du moindre déficit sur les lignes TET (« **Corail** », « **Téoz** ») et en prend prétexte pour vouloir les supprimer, via le rapport Duron. **Qui paie le déficit des « ID-Bus » ? Les usagers du train !**

« **Oui-Oui** » Pepy n'aime pas le train ! Il fait tout pour s'en débarrasser : qu'on supprime les lignes TET ; qu'on abandonne aux Régions –quand elles en auront le moyen –le poids des TER ; qu'on laisse la concurrence ferroviaire et routière agir à la guise du libéralisme outrancier ; qu'on assèche le portefeuille des usagers et contribuables ; qu'on asphyxie les générations actuelles et futures ; qu'on mette aux chômage les vrais cheminots pour les remplacer par d'ambitieux carriéristes qui, eux non plus n'aiment pas le train –surtout pas celui du Service Public ferroviaire –et feront tout pour le faire périr. C'est ce que veut « **Oui-Oui** » SNCF, elle-même son propre concurrent par le biais de ses filiales.

Convergence Nationale Rail dénonce ces attaques répétées contre le Service Public ferroviaire, les citoyens-usagers qui l'utilisent, les citoyens-cheminots qui le font fonctionner, **et réclame un réel débat démocratique associant tous les citoyens dans l'ensemble du pays sur l'enjeu ferroviaire ... vital pour notre économie, pour notre santé, pour nos existences !**

Article publié par le Bureau de Convergence Nationale Rail

Une année noire

L'année 2015 est sans conteste possible une année noire. D'abord en janvier, avec l'attentat contre « Charlie Hebdo » puis en novembre contre le Bataclan. L'horreur absolue ! Imparable ! S'attaquer au peuple... La CGT condamne ces actes, il faut arrêter les auteurs et les instigateurs.

Ces terroristes religieux ont décidé d'exporter leur lutte sur notre territoire pour nous faire payer notre intervention en Syrie. Le président de la République l'a dit : « ... Nous sommes en guerre contre le terrorisme... ».

Le peuple est pris entre l'enclume et le marteau. Il n'aspire qu'à vivre en paix et il se retrouve pris en otage. Nous sommes en ce moment en état d'urgence.

L'état d'urgence est, une situation spéciale, une forme d'état d'exception qui restreint les libertés. Il « confère aux autorités civiles, dans l'aire géographique à laquelle il s'applique, des pouvoirs de police exceptionnels portant sur la réglementation de la circulation et du séjour des personnes, sur la fermeture des lieux ouverts au public et sur la réquisition des armes ». Il dessaisit la justice de certaines de ces prérogatives. Contrairement à l'état de siège, il n'implique pas les forces armées.

Historiquement voté pour faire face aux événements liés à la guerre d'Algérie, l'état d'urgence a été appliqué cinq fois entre 1955 et 2015, et une sixième fois depuis le 14 novembre 2015 sur tout le territoire depuis les attentats du 13 novembre 2015.

Alors du coup, toute velléité revendicative passe, pour l'opinion publique manipulée par le gouvernement et ses chiens de garde, les médias, pour un acte anti-français.

Il faudrait se taire et ravalier toutes nos revendications sur le pouvoir d'achat, nos conditions de vie.

Le gouvernement et le patronat ont-ils stoppé leurs réformes ? Non ! Au contraire, au soir du deuxième tour des élections régionales, le premier ministre E. Valls déclarait avoir compris le message des Français, et qu'il allait accélérer les réformes.

L'état d'urgence et le climat de guerre intérieure alimenté par le gouvernement contribuent au renforcement des amalgames et aux pratiques discriminantes, notamment de la part des forces de police. Ce ne sont pas « les terroristes qui sont terrorisés », ce sont des jeunes et des populations victimes de l'arbitraire en raison de leur origine et/ou de leur religion qui voient leur situation encore davantage fragilisée. Reprenant à son compte les exigences de l'extrême droite, FN en tête, le gouvernement s'engage honteusement dans une modification de la Constitution visant à étendre la déchéance de la nationalité aux binationaux nés en France.

Ces multiples atteintes portées au contrat démocratique sont une mauvaise réponse aux actes terroristes. Notre pays a été blessé, mais loin d'en apaiser les plaies, l'état d'urgence risque de les exacerber en appauvrissant notre démocratie, en délégitimant notre liberté.

Dans ces circonstances, la CGT appelle les pouvoirs publics à : jouer leur rôle de garants de la défense des droits et des libertés publiques; rétablir, sans délai, le droit plein et entier de manifester; cesser les perquisitions et les assignations à résidence arbitraires et à agir dans le cadre de procédures judiciaires; mettre en place des garanties effectives de contrôle; lever l'état d'urgence; renoncer à une réforme constitutionnelle préparée dans l'urgence et au contenu inacceptable.

Réorienter du tout au tout les choix gouvernementaux est indispensable pour ne pas laisser s'infecter les haines que dispense l'extrême droite, y compris parfois dans les rangs des syndiqués et sympathisants CGT.

Un immense chantier s'ouvre pour les progressistes, les syndicalistes, les militants associatifs pour construire les rassemblements et les mobilisations qui feront naître l'espoir... En 2016 !



COMMUNIQUÉ AUX CHEMINOTS

Montreuil, le 20 Novembre 2015

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES À LA SNCF

LES CHEMINOTS DÉCLARENT L'ÉTAT D'URGENCE SOCIALE !

Les cheminots étaient convoqués arbitrairement ce 19 novembre pour élire à la fois, leurs représentants DP, aux CE, aux conseils d'administration de SNCF Réseau, SNCF Mobilités et au Conseil de Surveillance du nouveau Groupe Public Ferroviaire.

La CGT tient avant tout à saluer l'engagement de toutes les cheminotes et tous les cheminots, qui ont malgré des moyens humains et financiers volontairement contraints, organisé ces élections.

Dans un contexte national où la tentation sécuritaire patronale et gouvernementale prime sur la démocratie, face à une direction qui rêve de diviser le corps social, les cheminots ont choisi !

En positionnant à nouveau la CGT comme première organisation syndicale à la SNCF, avec plus de 34% des voix, 11 points devant la deuxième organisation, les cheminots ont confirmé leur attachement à un syndicalisme démocratique, unitaire, rassembleur, offensif et force de propositions.

Ils envoient à la direction du GPF et au gouvernement un signe fort notamment avant la négociation de la future CCN de la branche ferroviaire.

C'est aux côtés de la CGT que les cheminots entendent défendre leurs intérêts et qu'ils réclament une autre réforme du ferroviaire, que la commission européenne permet, quoi qu'en disent ceux qui ont fait le choix de l'abandon du service public SNCF, de l'entreprise intégrée, des CE et CCE.

Les directions de la SNCF, ainsi que le gouvernement, vont devoir se remettre autour de la table des négociations avec la CGT et stopper les entreprises de compromission qu'ils ont érigées ces derniers mois pour trafiquer dans le dos des cheminot-e-s l'abaissement des conditions sociales et casser le service public SNCF.

La CGT, forte de l'expression démocratique des cheminots, agira, comme elle l'a toujours fait pour porter leurs revendications sur l'emploi, les salaires et pensions, les conditions de travail, les métiers, les retraites...

Une mauvaise loi nous a séparés, la CGT agira pour que la future Convention Collective Nationale nous rassemble, que les salariés qu'elle regroupera bénéficient de conditions sociales et de travail élevées et améliorées.

Elle combattra toutes mises en concurrence des salariés qui dégradent la qualité, la quantité et la sécurité des transports, détruisent l'environnement en favorisant les modes les plus polluants et les plus destructeurs de conditions sociales.

A l'approche du grand barnum médiatique de la COP 21, avec l'Union Interfédérale des Transports CGT, la Fédération CGT des Cheminots appelle l'ensemble des salariés des transports à faire entendre leurs voix pour développer des transports collectifs publics de voyageurs et de marchandises qui répondent aux besoins de déplacement et d'approvisionnement des populations, de l'aménagement du territoire, de l'environnement, aux besoins d'amélioration des conditions de vie et de travail de ses salariés.

En votant CGT, les cheminots se sont ouverts la voie du possible et du progrès social.

La Fédération CGT des Cheminots remercie l'ensemble de ses militants et syndiqués qui s'engagent chaque jour avec les cheminots et salariés des filiales du groupe SNCF, malgré une répression grandissante, pour y parvenir.